

Comblent le fossé

L'AIEA peut-elle changer le cours des choses ?

Waldo Stumpf

Ces deux dernières décennies, le monde a assisté à de nombreux bouleversements dans la façon dont les pays interagissent. On le voit aujourd'hui dans la façon dont les affaires sont conduites, dont l'accélération des déplacements et des communications a transformé le monde en un gigantesque marché quasi-unique, et dont l'innovation technologique fait presque chaque semaine la « une » des médias.

Pourtant, il subsiste dans le monde, entre riches et pauvres, un vaste fossé qui, à de nombreux égards, semble se creuser. C'est pourquoi l'on surveille de plus en plus, pour déterminer leur efficacité, les programmes de développement du monde entier. Le but est de veiller à ce que ces programmes bénéficient réellement à leurs destinataires et ce compte dûment tenu des besoins socio-économiques de la société que l'on souhaite aider.

Dans ce contexte, le programme relativement limité mais néanmoins important de coopération technique de l'AIEA a dû se réformer. Il est passé d'une approche essentiellement « technocentrique » à l'adoption d'une nouvelle stratégie axée sur les besoins.

À l'heure où le monde entier célèbre les 50 ans de l'initiative de « L'atome au service de la paix », il faut se poser la question de savoir si le programme de coopération technique (PCT) de l'AIEA peut vraiment changer le cours des choses. Est-il correctement positionné pour pouvoir relever les grands défis mondiaux ? Doit-il se réformer davantage pour demeurer utile et pertinent ? Quels sont les facteurs de sa réussite dans un environnement très exigeant ? Tel est le type de question qui a dominé les discussions qu'a eues le Département de la coopération technique de l'AIEA avec son Groupe consultatif

permanent (SAGTAC) depuis que ce groupe de représentants des États Membres a été créé dans le milieu des années 90.

Les facteurs essentiels de réussite

Lorsqu'on examine le programme de l'AIEA dans une perspective mondiale, quels sont les facteurs essentiels de réussite dans un monde changeant et difficile ?

❶ *Une solide planification stratégique au sein de l'État Membre bénéficiaire.* Le PCT de chaque pays doit découler directement de ses priorités nationales de développement et doit bénéficier du plein engagement et du soutien actif du gouvernement. C'est pourquoi le processus d'établissement du plan stratégique de coopération technique du pays avec l'Agence, également appelé aperçu de programme de pays (APP), est jugé important. C'est peut-être, en effet, la partie la plus importante du processus de planification si l'on veut se concentrer correctement sur les besoins du pays et obtenir l'engagement nécessaire de toutes les parties prenantes. Comme souvent par ailleurs, le processus est ici probablement plus important que le produit final d'un APP. Enfin, il est essentiel, même si le Secrétariat de l'AIEA soutient et facilite toujours le processus de planification, que l'État Membre bénéficiaire s'approprie ce processus et son produit final.

❷ *Il faut que le PCT passe d'une simple « mise en œuvre de projets » à une démarche « de développement » bien plus large, dont la réussite se mesure aux avantages socio-économiques que tirent les destinataires ultimes d'un État Membre bénéficiaire.* Il faut, pour cela, conclure des partenariats stratégiques avec d'autres organismes de développement, promouvoir la coopération technique entre

pays en développement (CTPD), attirer des financements extérieurs et adopter, dans le cadre de la procédure globale d'approbation, une démarche axée davantage sur un programme que sur un projet unique.

③ *Il faut s'employer à accroître l'efficacité du PCT.*

La première chose à faire est probablement de modifier progressivement la procédure actuelle d'approbation des projets. Il faut progressivement transférer la prise de décisions concernant les projets vers les niveaux d'administration appropriés tout en adoptant, aux niveaux supérieurs de prise de décisions stratégiques, une procédure d'approbation axée sur le programme de développement.

Deuxièmement, il faut d'urgence introduire un système par lequel les avantages tirés par les destinataires ultimes d'un projet de coopération technique mis en œuvre dans un État Membre seront quantifiés ou évalués et mesurés au moyen d'une forme quelconque d'analyse coût/avantages. Cela ne signifie pas nécessairement que seuls seront entrepris, à l'avenir, les projets présentant un bon rapport coût/avantages ; cela signifie, en revanche, que le coût intégral devra être connu dans tous les cas et comparé aux avantages quantifiés (ou évalués), ce qui permettra de modifier ce rapport pour obtenir une efficacité maximale.

Troisièmement, il faut assurer d'emblée la viabilité de tous les projets de coopération technique et inviter les gouvernements des États Membres bénéficiaires à amener les instituts nucléaires nationaux et autres institutions techniques qui participent au programme à viser une plus grande autosuffisance en adoptant avec leurs partenaires une approche de type commercial. Cela permettra de se concentrer davantage sur le client, de prêter davantage attention aux coûts et d'instaurer dans les institutions nationales une culture de la qualité et du service (voir encadré).

La coopération technique peut changer le cours des choses

Le SAGTAC estime que beaucoup a déjà été fait pour rapprocher le programme de coopération technique de l'AIEA de ses objectifs stratégiques révisés. Il reste, cependant, beaucoup à faire. Bien que relativement modeste par rapport à d'autres programmes de développement des Nations Unies, le programme de l'AIEA peut néanmoins grandement contribuer à répondre aux besoins socio-économiques de pays situés dans des régions où les techniques nucléaires peuvent changer le cours des choses.

Cette réalité, lorsqu'elle sera admise par la communauté mondiale du développement, contribuera certainement à améliorer l'opinion souvent négative qu'a le grand public de tout de qui est nucléaire. En même temps, il se peut que surviennent de nouvelles périodes favorables qui aideront les pays à réduire, grâce à la contribution de « l'atome au service de la paix », le fossé qui sépare riches et pauvres.

Waldo Stumpf (wstumpf@postino.up.ac.za), professeur à l'Université de Pretoria (Afrique du Sud), préside actuellement le Groupe consultatif permanent de l'AIEA sur l'assistance et la coopération technique (SAGTAC).

Le Marché de la Malaisie



La Malaisie progresse régulièrement sur le marché nucléaire, se taillant un créneau adapté à ses objectifs nationaux de développement.

Son institut nucléaire national dégage de plus en plus de revenus de divers services et applications nucléaires. L'Institut malaisien de recherche nucléaire (MINT) finance maintenant 30% de ses dépenses d'exploitation par la prestation de services à des organismes tant privés que publics, déclare le Dr Daud Mohammad, directeur général adjoint du programme commercial du MINT.

Le MINT propose divers services techniques : techniques industrielles (principalement essais non destructifs) ; radiotraitement (stérilisation de produits médicaux, irradiation d'aliments et interconnexion de fils et de câbles) ; dosimétrie des rayonnements pour le personnel et les appareils d'irradiation ; et formation dans des domaines tels que la sûreté et la santé, les applications industrielles et l'imagerie médicale. Les recettes du MINT ont progressé en conséquence, ajoute le Dr Daud. En 2003, elles se sont élevées à 9 millions de ringgit (environ 2,4 millions de dollars), contre 5 millions environ en 1997.

Comme le suggère la tendance, les techniques nucléaires sont maintenant largement acceptées par le public et par les industriels. Le MINT s'est attaché à nouer des relations avec les clients et les usagers, recourant pour cela aux médias, à des expositions, à des conférences scolaires, à des alliances, à la publicité et à d'autres moyens de communication. « Nous avons travaillé dur pour améliorer notre image et nous faire accepter », déclare le Dr Daud. « La création de réseaux de clients et d'entreprises et la conclusion d'alliances stratégiques aux niveaux national et international sont, pour les instituts nucléaires nationaux, un moyen essentiel de parvenir à l'auto-suffisance ».

Le Dr Daud Mohammad a été l'un des intervenants à la session du Forum scientifique de l'AIEA consacrée, le 16 septembre 2003, à l'adoption d'approches innovantes par les institutions nucléaires. Les autres intervenants étaient J. Mengatti (Brésil) et E. Akaho (Ghana). Cette session était animée par Waldo Stumpf.

—Rapport interne produit par la Division de l'information de l'AIEA.